

Le 13 septembre 2018

Communiqué de Presse

En reconnaissant la responsabilité de l'Etat, dans la seule disparition du militant communiste, Maurice AUDIN, Emmanuel MACRON livre une vision hémiplegique de l'histoire de la guerre d'Algérie

Succombant aux pressions de certains lobbies extrémistes, le chef de l'Etat vient de reconnaître la responsabilité de la France, dans la disparition du militant communiste, partisan du FLN, Maurice AUDIN, en 1957, à Alger.

Si la recherche de la vérité historique est un objectif noble, il faut cependant que toutes les vérités soient dites, y compris celles qui dérangent.

La guerre d'Algérie ne saurait s'écrire en noir et blanc.

Toutes les souffrances et tous les drames doivent avoir droit de cité.

On ne peut reconnaître le drame de Maurice AUDIN en jetant, dans un même temps, un voile d'ombre sur celui de milliers de Français d'Algérie.

Comment accepter qu'Emmanuel MACRON fasse preuve d'un silence assourdissant sur la responsabilité de ce même Etat, dans l'abandon, le 5 juillet 1962, à Oran, de milliers de Pieds-Noirs enlevés et assassinés par le FLN, alors même que l'armée française avait reçu l'ordre de « laisser faire » ?

La vérité ne se divise pas, quand bien même elle froisserait le gouvernement algérien.

Les Français d'Algérie, hommes, femmes, enfants, assassinés dans d'atroces conditions, qui n'avaient commis qu'un seul crime, celui de vivre sur la terre de leurs ancêtres, ont droit à la même reconnaissance.

C'est le rôle du chef de l'Etat que de rassembler la Nation, plutôt que de la fracturer.

Thierry ROLANDO
Président national du Cercle algérieniste